

Élections 2011 : premières impressions

Le magnifique coup fourré du peuple québécois tant au fédéralisme néolibéral qu'au nationalisme nationaleux

« Invité à commenter la majorité du chef conservateur Stephen Harper, le chef adjoint du Nouveau Parti démocratique, Thomas Mulcair, a dit regretter que les conservateurs soient majoritaires, mais pour ajouter du même souffle que le NPD se dresserait "comme une barre" devant le gouvernement. »
([Manon Cornellier](#), Le Devoir, 4/05/11)

Ce n'est pourtant pas là le langage du chef du NPD :

« À ce premier ministre auréolé d'une majorité que peu lui avaient prédite et que nul n'avait vue aussi forte, le nouveau chef de l'opposition officielle à Ottawa a dit vouloir tendre la main! Confondant opposition parlementaire et groupe de pression, M. Layton se voit proposer, influencer, discuter, s'appuyer sur l'opinion publique pour faire bouger le gouvernement. Comme une réminiscence de son passé de conseiller municipal à Toronto, où le jeu d'alliances compense l'inexistence des partis politiques. Mais la Chambre des communes, M. Layton le sait bien, relève d'une tout autre dynamique et M. Harper n'a aucune raison, ni structurelle, ni politique, de se plier aux envies néodémocrates. »
([Josée Boileau](#), Le Devoir, 4/05/11)

Déjà et encore le double langage, l'un pour le Québec, l'autre pour le Canada anglais.

« La réalité est qu'avec cette majorité longtemps convoitée, Stephen Harper pourra mettre en oeuvre des politiques et des lois que les partis d'opposition bloquaient. Majoritaire aux Communes, majoritaire au Sénat, il pourra en faire à sa guise. Pendant quatre ans. Et ce n'est pas le NPD, même avec un nombre record de députés, qui pourra l'en empêcher. »

Le NPD, quelque soit ses choix politiques et ses tactiques, sera moins efficace qu'un Bloc face à un gouvernement minoritaire, si velléitaire et nationaliste eut-il été. Le premier ministre a clairement dit qu'il appliquera « sans surprise » tant son son programme électorale qu'il remènerait le dernier budget.

« Le registre des armes à feu est donc foutu, tout comme la subvention aux partis politiques. L'achat des avions de chasse F-35 ira de l'avant. La justice musclée reprendra ses droits. Les conservateurs promettent de présenter et de faire adopter dans les 100 jours un projet de loi omnibus réunissant 11 projets de loi en matière de justice qui sont morts au feuilletton à la suite de la dissolution du Parlement. Le monopole de la Commission canadienne du blé sera à nouveau dans la ligne de mire du gouvernement.

« Les projets de loi pour réformer le Sénat reverront le jour, même si les provinces protestent contre des changements à la pièce et exigent de procéder par amendement constitutionnel. Le projet de loi en matière de représentation aux Communes, qui accorde plus de sièges à l'Ontario, à l'Alberta et à la Colombie-Britannique, sera présenté de nouveau, ce qui entraînera une diminution du pourcentage de sièges détenus par les autres provinces, dont le Québec. Ce dernier ne perdra pas de sièges, mais verra ainsi son poids politique diminué.

« La politique étrangère restera fortement favorable à Israël et les négociations d'un périmètre nord-américain se poursuivront. Les règles pour dissuader les demandeurs d'asile de faire appel à des passeurs seront durcies. Le régime des droits d'auteur que décrivent les artistes pourra être implanté. [...] ...on peut penser à la lutte contre le déficit et à l'intention du gouvernement de serrer la ceinture à l'appareil gouvernemental. Son programme prévoit des compressions atteignant 4 milliards par année. [...] Il est d'ailleurs persuadé qu'il doit sa majorité à son bilan et à sa manière de gouverner, qu'il promet de poursuivre. » [...]

« Dans l'Ouest, le PC dominait et domine toujours à peu près sans partage, et M. Harper ne l'oublie pas. "L'Ouest peut vraiment souffler", a-t-il dit hier. Cette région n'a plus à craindre les politiques des autres partis en matière d'énergie et de transport sur la côte ouest, a-t-il précisé. Cela pourrait vouloir dire que le moratoire sur le transport des hydrocarbures le long de la côte ouest sera levé et que la lutte contre les changements climatiques va devenir une figure de style. » ([Manon Cornellier](#), Le Devoir, 4/05/11)

Le gouvernement Harper vient de prouver qu'un gouvernement majoritaire sans le Québec est possible même avant d'avoir pu en réduire la représentation relative à la Chambre des communes. S'il a fallu aux Conservateurs « progressistes » Diefenbaker et Mulroney de balayer tout le Canada pour y arriver, le Conservateur « reform » Harper a pu se contenter d'un balayage du Canada anglais. Il sait aussi que la séduction du peuple québécois par ses politiques ultra-droitières est impossible car le peuple québécois est instinctivement de gauche.

« D'abord, Stephen Harper doit sa majorité à l'Ontario. À l'extérieur de cette province, il n'a fait, au final, aucun gain. Un siège de plus dans l'Ouest, un de plus au Yukon, trois de plus en Atlantique et cinq de perdus au Québec. Total: 0. On peut aussi dire qu'en choisissant aussi massivement l'opposition, le Québec a fait ce qu'il pouvait pour priver M. Harper d'une majorité. Mais voilà, l'effet d'entraînement de la vague orange en Ontario a été insuffisant. Le NPD y a grappillé cinq sièges de plus, pendant que la majorité des 22 nouveaux députés conservateurs ontariens en profitaient pour se faufiler entre libéraux et néodémocrates. » ([Manon Cornellier](#), *Le Devoir*, 4/05/11)

La période prolétarienne 1966-1976 de la « révolution tranquille », qui ne fut pas finalement révolutionnaire mais pas du tout tranquille, posa la question nationale mais sans la résoudre. En 1980, le peuple québécois ne fit pas confiance à ce PQ qui avait surfé la vague de la grande mobilisation nationale pour mieux la canaliser dans le cul-de-sac de l'électoralisme. S'il misa brièvement sur le « *vous n'êtes pas un oui aux changements* » des Libéraux fédéraux sous Trudeau, il les rejeta définitivement après la « *nuît des longs couteaux* ». Puis il laissa une dizaine d'années aux Conservateurs de Mulroney pour rapatrier le Québec dans la constitution canadienne « *dans la dignité et dans l'honneur* ». En résultèrent l'échec de Meech puis de Charlottetown mais le succès de l'arnaque de l'ALÉNA avec le soutien du PQ et la connivence des Libéraux fédéraux.

Puis ce fut le retour du pendule au PQ renforcé par la présence du Bloc au parlement fédéral. En 1995, la direction Parizeau, forte du rejet des Libéraux fédéraux et des Conservateurs et confortée par le Bloc et même par la naissante ADQ fraîchement sortie de l'aile nationaliste des Libéraux québécois, risqua le tout pour le tout et faillit bien déclencher un tsunami historique pour la plus grande frousse de la bourgeoisie qui éjecta Parizeau en moins de deux. Puis le PQ s'enlisa à tout jamais et avec zèle dans l'ornière néolibérale. Pas question pour le peuple québécois de replonger dans un référendum dans de telles conditions. Seul le populisme nationaliste du Bloc, que lui permettait son statut d'éternel opposant, permit de garder le contact avec le peuple québécois une fois épuisé le faux charme de Lucien Bouchard, faux allié de Parizeau en 1995. Mais ça ne pouvait pas durer toujours comme dit la chanson.

Quelle renversante démonstration de l'intime interpénétration de la question sociale et de la question nationale québécoise que cette élection de 2011. Au finish, c'est la droite canadienne contre la gauche québécoise, car le NPD, dernier grand parti fédéraliste qu'il restait à tester, était la seule option crédible s'apparentant à la gauche qui était offert au menu électoral sans s'affirmer fermé au Québec.

« Or, à l'occasion de ce débat [des chefs], comme dans d'autres interventions, M. Layton s'est montré ouvert au Québec et a même fait miroiter d'éventuels changements qui iraient dans le sens du fédéralisme asymétrique, du droit de retrait avec compensation financière et d'une ouverture sur le front linguistique. » ([Michel Seymour](#), *Le Devoir*, 4/05/11)

Sauf que,

« Comme toute opposition officielle, le NPD cherchera désormais à former le gouvernement. Pour cela, il devra faire des gains électoraux en dehors du Québec, où il a déjà fait le plein des voix. Il devra "parler Canada" » ([Louis Bernard](#), *Le Devoir*, 4/05/11)

Le nationalisme national du Bloc n'a jamais été aussi outrancier que dans cette campagne.

« Au congrès du Parti québécois, dans un discours très médiatisé, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, affirmait sur un ton solennel qu'avec le BQ à Ottawa et le PQ à Québec, tout devenait possible. Les Québécois ont soudainement été replongés dans le débat sur la question nationale avec la possibilité d'un référendum sur l'indépendance du Québec. Cela a donné la frousse à plusieurs personnes. Le fruit était mûr pour jeter son dévolu sur le Nouveau Parti démocratique.

« L'arrivée du NPD dans l'opposition officielle à Ottawa rappelle les événements qui ont précipité l'Action démocratique du Québec dans l'opposition officielle à l'Assemblée nationale. Comme pour l'engouement en faveur du NPD, la question nationale a, à l'époque, joué un rôle déterminant dans le choix de plusieurs électeurs québécois. Je n'ai pour ma part jamais vraiment cru à un tournant droitiste au Québec pour expliquer les succès de l'ADQ à l'époque. C'est l'autonomisme de l'ADQ qui a attiré les électeurs, tout comme c'est la peur d'un autre référendum et le minimum d'ouverture du NPD qui constitue un autre élément d'explication du tsunami orange en 2011, en plus de la peur bleue de voir les bleus majoritaires à Ottawa. » ([Michel Seymour](#), *Le Devoir*, 4/05/11)

Tout comme pour les « centristes » Libéraux, le nationalisme interclassiste du Bloc le condamnait à faire fi de la polarisation sociale due à 30 ans de politiques néolibérales dont les conséquences

inégalitaires et de plus en plus réactionnaires, accélérées par la dernière crise, sont loin d'être résorbées. Au contraire, comme le démontre l'article suivant, la crise menace de nouveau.

{À suivre}

Marc Bonhomme, 4 mai 2011

bonmarc @videotron.ca ; www.marcbonhomme.com

Et ils appellent ça une reprise ?

Par David McNally
(ma traduction avec l'aide de Google)

La confiance a disparu et la peur est de retour. Une rafale de mauvaises statistiques à la fin du mois d'avril le confirment. Le 26 avril, on apprenait que l'économie britannique a crû de 0,5 pour cent seulement au premier trimestre de 2011. Venant à la suite d'une égale contraction au trimestre précédent, un commentateur a déclaré que « *le Royaume-Uni est au bord d'une récession à double creux.* » [1] Quarante-huit heures plus tard, le département du Commerce a révélé que l'économie étasunienne a ralenti enregistrant un maigre taux de 1,8 de croissance cent au premier trimestre, en baisse de plus de trois pour cent à la fin de 2010.

Une journée plus tard on apprenait que l'économie canadienne a décrû en février, et que le taux officiel de chômage en Espagne a bondi à 21,3 pour cent — et le taux de chômage des jeunes à 40 pour cent.

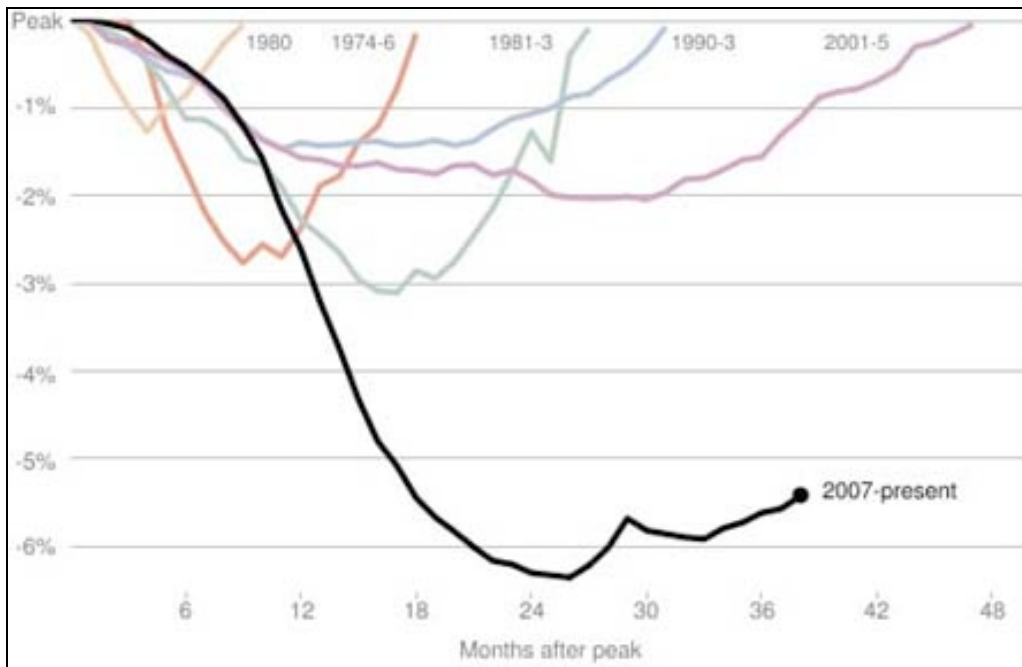
Oh, ai-je mentionné la Grèce ? Le gouvernement de ce pays, après avoir imposé des réductions draconiennes des dépenses publiques pour ensuite constater un ratatinement de l'économie de près de cinq cent l'an dernier, a découvert qu'il aurait à offrir un taux 23,5 pour cent sur ses deux dernières émissions d'obligations à un an s'il voulait recueillir des fonds sur les marchés monétaires. Un rendement obligataire à ce taux extraordinaire ne peut signifier que les requins de la finance sentent venir un défaut de paiement de la dette grecque, ce qui semble une conclusion inévitable.

Une profonde récession — l'austérité qui continue

Tout cela nous renvoie à une déduction évidente même si elle est combattue par la plupart des économistes de la tendance dominante : la reprise économique n'est pas plus normale que la Grande Récession de 2008-09 n'a été une période de ralentissement ordinaire. Nous sommes au milieu d'une période beaucoup plus complexe — récession profonde, faible retournement, chômage élevé, crise de la dette publique, nouvelle récession, et une continuelle austérité. Ce que j'ai caractérisé comme une *crise mondiale* [2]

Bien sûr, il n'y avait aucune raison de s'attendre à une reprise normale à la lumière de ce qui avait précédé. La récession de 2008-09, après tout, était la plus profonde et la plus longue récession expérimentée par le capitalisme mondial depuis l'effondrement catastrophique de 1929-32. Les 30 grandes économies qui composent l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont subi une contraction de six pour cent de leur produit intérieur brut (PIB) avec des taux de chômage plus élevés des deux tiers en moyenne. La production industrielle mondiale a chuté de 13 pour cent, le commerce international de 20 pour cent, et les marchés boursiers mondiaux de 50 pour cent. La plus grande vague de faillites bancaires en 80 ans a ébranlé le système financier. Tout cela aurait dû indiquer que, plutôt qu'une récession ordinaire, nous étions face à une crise systémique qui annonçait la fin de la phase expansive du capitalisme néolibéral. Et il sera très difficile de récupérer d'un tel événement.

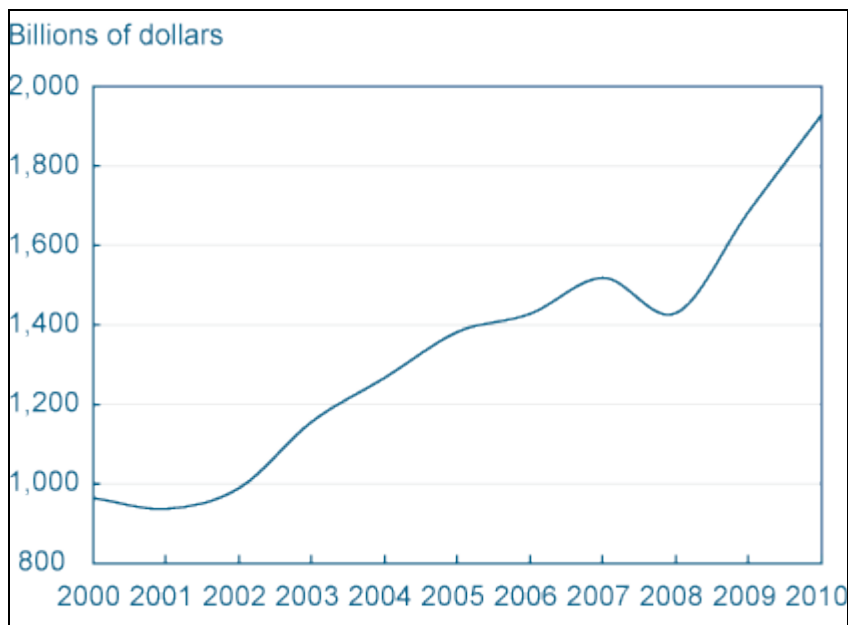
À la mi-2011, par exemple, en pleine « reprise », la croissance économique annuelle aux États-Unis et dans les parties les plus robustes de l'Europe a été dans le 2,5 à trois pour cent — soit environ la moitié du taux auquel on pourrait s'attendre sur la base des cycles passés. Même au cours de la renaissance au milieu de la Grande Dépression, l'économie américaine a crû beaucoup plus spectaculairement : de près de huit pour cent en 1934 et 1935 et de 14 magnifique pour cent en 1936. Pourtant, les taux d'expansion aujourd'hui sont si bas qu'ils arrivent à peine à faire une brèche dans le chômage. En fait, dans certaines parties de l'Europe, comme l'Irlande, la Grèce et l'Espagne, le chômage est en hausse. Aux États-Unis, comme le graphique ci-contre le montre, l'emploi est encore de cinq pour cent inférieur à son niveau d'avant la récession. Depuis la Grande Dépression il n'a jamais eu une « récupération » si anémique qu'en ce moment en termes de création d'emplois.



Croissance de l'emploi aux ÉU après les récessions, 1974-2011

Source: Bureau of Labor Statistics. Graphique par Amanda Cox, New York Times, le 1er avril 2011.

La grande raison de l'échec du retour des emplois c'est qu'alors que les profits se sont rétablis, l'investissement des entreprises n'est pas au rendez-vous. Dans les pays les plus importants, les entreprises accumulent des liquidités plutôt que d'investir. C'est évidemment le cas dans les centres européens, comme l'Allemagne et la Grande-Bretagne, comme c'est le cas aux États-Unis, mais c'est également le cas dans les pays, comme le Canada, qui ont échappé aux pires effets de la crise financière et dont l'économie a été stimulée par la hausse des prix des matières premières due aux exportations. L'investissement des entreprises dans de nouveaux équipements et machines au Canada a été à peine 5,5 pour cent du PIB au début de 2011, comparativement à 7,7 pour cent en 2000 et un peu moins de sept pour cent en 2005.[3] En ce qui concerne les États-Unis, l'investissement fixe des entreprises est resté à la fin 2010 à environ 15 pour cent en dessous des niveaux d'avant la récession, plus d'un an après le début de la « récupération. »[4] En d'autres termes, la hausse des profits ne se traduit pas par l'accumulation de nouveaux capitaux sur une échelle significative. Au lieu de cela, les sociétés aux États-Unis et ailleurs accumulent tout simplement des liquidités qui sont les plus élevées des 60 dernières années. Au début de 2011, en effet, les entreprises non financières aux États-Unis avaient au moins 2 billions de dollars en espèces et en dépôts, soit une très forte augmentation de leurs avoirs en actifs liquides comme l'illustre la figure suivante [5].



Sociétés non financières: Liquidités et autres actifs liquides.

Source: Federal Reserve Board Haver Analytics /.

Ça ne prend pas un génie pour discerner pourquoi l'investissement est si en berne. Tout d'abord, l'utilisation des capacités — la part des capacités de production existantes utilisées par les entreprises — reste bien en deçà des moyennes historiques. Deuxièmement, les entreprises savent qu'avec la déprime des dépenses de consommation, le retrait des mesures de relance et le retour de l'austérité (coupes sombres dans les dépenses publiques), la demande économique n'est pas au rendez-vous. Les consommateurs et les gouvernements vont dépenser moins, pas plus, dans les mois et années à venir. Et, plutôt que d'investir, les entreprises gardent leurs profits liquides, ou se livrent à des activités spéculatives (pétrole, or, nourriture, etc). Elles ne voient pas ce qui dans la situation économique actuelle justifierait de grosses dépenses en nouvelles usines et en équipements. Même en Chine, où certains fabricants construisent des usines, l'économie ralentit à mesure que le gouvernement tente de dégonfler les bulles d'actifs et de faire baisser l'inflation.

L'austérité, la dette et la récession mondiale

Pendant ce temps, des mesures d'austérité — de fortes réductions des dépenses publiques et des licenciements de travailleurs du secteur public afin de contenir la dette publique — ramènent un certain nombre de grandes économies dans la récession ou, ce qui revient au même, dans des scénarios de croissance zéro. Après avoir été frappé par des coupures de plusieurs milliards de dollars, par exemple, le ministère irlandais des Finances estime maintenant que l'économie irlandaise devrait progresser d'un minuscule 0,75 pour cent cette année, moins de la moitié du taux prévu il y a quelques mois. Le taux de chômage, à seulement 4,4 pour cent avant la crise, continue d'augmenter, ayant atteint un taux officiel de 14,7 pour cent. L'économie britannique, comme nous l'avons vu, traîne de la patte à un pire rythme que l'Irlande.

Ensuite, il y a la Grèce souffreteuse où les chiffres du chômage ont augmenté pendant sept mois d'affilée, dépassant 15 pour cent officiellement, un bond énorme en tout juste un an. On ne se surprendra pas que les ventes au détail y aient chuté de 10 pour cent l'an dernier — au cours de la phase dite de relance du cycle économique, rappelons-le. Pendant ce temps, l'Espagne, qui implante aussi frénétiquement son plan d'austérité, a connu la plus forte baisse des ventes au détail en deux ans, tandis que quatre jeunes sur dix ne peuvent pas trouver du travail selon les données officielles qui sous-estiment de beaucoup l'ampleur réelle de la crise de l'emploi.[6] En bref, l'austérité tire le tapis de dessous une reprise déjà faible.

Toute une kyrielle de keynésiens prétend que l'austérité et la suppression des mesures de relance sont simplement le produit de la perspective illusoire de fous de droite. Il y a en effet de la folie dans ces coupures. Mais, *d'un point de vue capitaliste*, ils n'ont pas tout à fait tort. Devant financer les déficits en empruntant sur les marchés financiers, les gouvernements doivent payer un taux d'intérêt calculé d'après la probabilité qu'ils pourraient faire défaut sur leurs paiements. C'est pourquoi la Grèce paie près de 25 pour cent sur ses obligations de deux ans. Et c'est quelque chose de très réel, une véritable réalité financière, et pas seulement la folie idéologique de fous de droite. Bien entendu, la droite tentera d'exploiter une telle occasion pour poursuivre une politique d'attaques des syndicats et des dépenses publiques, ce sur quoi je reviendrai dans un futur blog.

Des pressions très réelles provenant des marchés mondiaux obligent les gouvernements à mettre en œuvre des mesures d'austérité même si cela nuit à l'économie. Ici nous devons nous rappeler que la principale préoccupation du capital n'est pas, et n'a jamais été, l'« économie » mais les bénéfices et la stabilité du système. Si ceux-ci sont atteints aux dépens de l'emploi et des revenus de la majorité, c'est tant pis. C'est pourquoi l'austérité correspond à la logique du capital même si cela signifie la stagnation économique et la montée du chômage. C'est là un rappel que les intérêts du capital n'ont rien à voir avec la croissance économique et avec le bien-être. Seulement des politiques anticapitalistes sont en mesure d'offrir une résistance. Seul un processus soutenu d'éducation, de mobilisation politique et de résistance déterminera si cette idée va se généraliser dans un contexte d'austérité et de récession mondiale.

Pendant ce temps, au centre-ville d'Athènes ces jours-ci, quand descend l'obscurité, des autobus entiers de policiers anti-émeute prennent des positions à proximité du centre ville. Sachant que l'austérité est synonyme de souffrance pour la majorité, nos dirigeants craignent à juste titre que cette majorité puisse à tout moment se déverser dans les rues. A savoir si ces manifestations de masse qu'ils craignent atteindront l'échelle nécessaire pour vaincre l'ordre du jour d'austérité est la question politique brûlante de l'heure. •

*David McNally enseigne les sciences politiques à l'Université York, Toronto et est l'auteur de la récente publication, *Global Slump: The Economics and Politics of Crisis and Resistance* (PM Press). Cet article est paru sur son blog.*

Notes:

1. John Hawksworth, cité par Philip Aldrick, "Britain 'on the edge of a double dip recession'," *Telegraph*, April 27, 2011, disponible [ici](#).
2. Voir mon *Global Slump: The Economics and Politics of Crisis and Resistance* (Oakland: PM Press, 2011), disponible [ici](#).
3. Karen Howlett, "Corporate Tax Cuts Don't Spur Growth," *Globe and Mail*, 6 April 2011.
4. Robert Sadowski, "A Cash Buildup and Business Investment," Federal Reserve Bank of Cleveland, January 10, 2011, disponible [ici](#).
5. La donnée provient de Sadowski. Voir aussi Justin Lahart, "U.S. Companies Hoarding Cash," *Wall Street Journal*, December 10, 2010.
6. Sur la Grèce et l'Espagne, voir Phillip Inman, "Greek and Spanish Economies Falter Ahead of Expected Rise in Interest Rates," *Guardian*, April 29, 2011, disponible [ici](#).

Source : <http://www.socialistproject.ca/bullet/497.php#continue>